Retard des pays riches dans le déblocage des fonds d'aide à la planification familiale

Partage international n° 109 – Septembre 1997

Selon les représentants des Nations unies, si les pays riches respectaient leurs engagements de financement des services de planification familiale des pays pauvres, il serait possible d'éviter jusqu'à 200 millions de grossesses non désirées, 88 millions d'avortements et plus de 100 000 morts à la naissance, d'ici l'an 2000.

Lors du Congrès sur la population, qui s'est tenu au Caire en 1994, le Dr Nafis Sadik, directrice du Fonds des Nations-unies pour la population (FNUAP), a fixé à 17 milliards de dollars l'objectif des dépenses consacrées à la planification familiale d'ici l'an 2000, les pays développés s'étant engagés à une contribution de 5,7 milliards de dollars. Mais au rythme actuel, il manquera 2,1 milliards de dollars pour atteindre la contribution prévue. Selon le Dr Sadik, cela contraindra les pays en voie de développement à réduire les programmes d'éducation en matière de planification familiale, entraînant un supplément de 122 à 220 millions de grossesses non planifiées ou non désirées, de 49 à 88 millions d'avortements et de 65 000 à 177 000 morts à la naissance, d'ici l'an 2000. Pour que les pays donateurs atteignent l'objectif initial de 5,7 milliards de dollars, il leur faudrait augmenter leurs dépenses de 23 % par an.

La bonne nouvelle est que les pays en voie de développement, qui se sont entendus au Caire pour couvrir les deux-tiers des dépenses des programmes liés aux problèmes de population, ont augmenté leur allocations familiales : actuellement, ils consacrent 7,5 milliards de dollars par an à la santé liée à la maternité, y compris la planification familiale. Avec un taux de croissance de 8 % par an, ces pays atteindraient, en l'an 2000, l'objectif du Caire de 11,3 milliards de dollars. Le Dr Sadik se félicite aujourd'hui de l'engagement politique croissant des pays en voie de développement, surtout en Amérique latine et en Afrique, et se réjouit des changements sociaux apparus, notamment le soutien croissant reçu par les services de santé liés à la maternité. La mutilation sexuelle des femmes et le viol sont des sujets abordés plus ouvertement.

« Si les ressources dont disposent les pays en voie de développement étaient à la hauteur de leur engagement et de leurs transformations sociales, a-t-elle déclaré, *nous atteindrions les objectifs du Sommet du Caire. »*

Sources : Earth Times, E.-U.
Thématiques : femmes, Économie
Rubrique : Divers